

XXXX
XXXX
XXX

A l'attention de Madame le Procureur
Près le Tribunal Judiciaire de Bordeaux
30 rue des frères Bonie
33000 BORDEAUX

OBSERVATIONS GARDE A VUE

Le XXX 2024 à heures à Bordeaux

Nom du gardé à vue XXXXX

Procédure n° PV XXXX

Nom de l'avocat Jessica LACOMBE commis d'office

Madame le Procureur,

J'interviens en ma qualité de conseil de Monsieur XXX né à XXX le XX/XX/XX en garde à vue depuis le XXX à XXX pour des faits de « XXXXX ».

Par la présente, je vous mentionne que lors des premières 24h de placement en garde à vue je n'ai pas eu communication de la procédure concernant Monsieur XXXX, actuellement en garde en vue dans vos locaux, et ainsi, je ne suis pas en possession des informations nécessaires à sa défense.

En effet, il ne m'a pas été permis de vérifier la régularité de la procédure sur le placement en garde à vue, sur la notification des droits de mon client, sur la réalisation ou non d'un examen médical.

Cette situation n'est pas tolérable et est contraire avec les droits de la défense.

De plus, s'il m'a été permis de m'entretenir quelques minutes le XXX c'était pour me rendre compte avec effroi que mon client ne parlait pas français, que ce dernier était très paniqué et ne comprenait rien à la situation qu'il vivait.

A aucune moment il ne m'a été indiqué la nécessité de recourir à l'interprétariat et aucun interprète ne m'a été proposé pour m'entretenir avec mon client.

Lorsque je me suis rendu compte de la difficulté j'ai sollicité auprès du quart un interprète ce qui m'a été refusé car l'OPJ en charge du dossier n'était plus présent et qu'il faudrait attendre le lendemain.

Pendant les premières 24H aucun droit n'a pu être exercé valablement par mon client et encore moins celui d'avoir un accès effectif à l'avocat.

Pourtant j'ai écrit à votre parquet dès XX pour l'informer des difficultés que je rencontrais et j'ai réitéré mes difficultés à XXX en informant également le Bâtonnier de l'Ordre des avocats de Bordeaux.

Dans ces conditions je ne peux assurer une « défense effective » au sens de la CESDH puisque je n'ai eu connaissance que du chef de prévention par téléphone à savoir un vol roulotte reproché et non des charges qui pèsent contre lui, étant ainsi tenue dans une totale ignorance des éléments de l'enquête le concernant.

Ces éléments n'ont pu être valablement vérifiés par la production de la notification des droits qui ne m'a pas été communiquée.

Ce refus de communication du dossier viole les dispositions de l'article 803-6 5° du code de procédure pénale, issu de la loi du 27 mai 2014, en vertu duquel l'accès à l'intégralité des pièces du dossier doit être permis à toute personne soumise à une mesure privative de liberté, ce que constitue incontestablement une garde à vue.

Ceci est également contraire aux exigences de l'article 6 de la Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'homme qui impose le droit de tout accusé à être effectivement défendu par un avocat, garantie fondamentale du procès équitable.

L'accès à l'interprète est également un droit reconnu fondamental pour le gardé à vue et notamment dans les échanges avec son avocat qu'il n'a pas pu effectivement bénéficier.

Plus encore, alors que le mineur est placé en garde à vue à XXX le XXXX, l'audition n'a été fixée que le XXX à XX soit 29h sans l'intervention d'un avocat et sans audition.

Cette situation est inacceptable.

Pour rappel selon les dispositions de l'article 63 du code de procédure pénale la garde à vue doit être nécessaire.

Or, si en 29h il n'y a pas le temps pour auditionner Monsieur XXXX c'était que par évidence les 24h premières heures étaient non nécessaires.

La garde à vue doit être l'unique moyen, il n'apparaît en rien qu'elle l'eu été.

Il était parfaitement loisible à vos services d'enquêtes de procéder à une enquête en flagrance ou en préliminaire et convoquer Monsieur XXXX dans des conditions dignes pour s'expliquer sur les faits reprochés.

En aucun cas laisser un mineur dans l'incertitude sans explication et sans interprète pendant 29h est acceptable.

Ce faisant, je ne peux assurer de défense effective auprès de : Monsieur XXXX, gardé à vue depuis le dans vos locaux, sachant que vos services ont eu connaissance de toute la procédure le concernant, en l'absence de tout respect du caractère équitable de la procédure.

Je vous informe ne pas avoir été avertie de la prolongation de mon client gardé à vue ce matin et qu'un autre avocat commis d'office avait été déclenché en lieu et place.

Cette situation ne peut être sérieusement admissible dans un état de droit.

Vous tirerez toutes les conséquences de droit de cette situation à l'égard de la garde à vue de Monsieur XXXXX.

XXXXX
AVOCAT

Pièces jointes :

- 1) XXXX
- 2) XXXX